Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1450

Artikel: Le sommet du triangle cherche sa base
Autor: Gavillet, André
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1026255

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
10 novembre 2000 – nº 1450
Hebdomadaire romand
Trente-septième année
JAA 1002 Lausanne

Le sommet du triangle cherche sa base

Les effets de l'annonce furent exceptionnellement favorables. Le regroupement des forces des Universités de Vaud, de Genève et de l'EPFL fut perçu comme un grand projet rassembleur. Les questions posées, à Lausanne, sur le regroupement de la pharmacie à Genève tenaient avant tout à l'étonnement de voir désaffecter un bâtiment neuf créé à Dorigny pour la pharmacie précisément. Ces intentions, bonnes, furent confirmées par un brelan, rare dans le jeu politique, de dames. Martine Brunschwig-Graf, Francine Jeanprêtre et Ruth Dreifuss signèrent une déclaration d'intention à l'appui du projet. L'huile était prête avant que tournent les rouages.

L'Université nous doit un débat sur ses projets, ses priorités

Les quelques millions qui manquent à l'EPFL pour la mise en œuvre du plan semblent être une péripétie médiatisée, s'inscrivant dans la fourchette qui sépare le souhaitable de l'indispensable. Mais à cette occasion on découvre des instances, comme le Conseil des Ecoles polytechniques, qui échappent à l'autorité politique directe. Plus généralement se révèle le flou, dans le calendrier et les chiffres, du projet mis en place par l'équipe des anciens recteur et président. Certes rien qui remette en cause l'intention rassembleuse. Mais les responsables politiques qui ont mis leur autorité en jeu doivent, par décision hiérarchique quand elle dépend d'eux, par entente et convergence des volontés quand ils ont à respecter des pouvoirs intermédiaires, assurer le cheminement du projet, avec un souffle qui permette de tenir la distance.

Reste dans cette équation les projets des sciences humaines, notamment ceux des facultés vaudoises puisqu'elles auront la responsabilité accrue d'incarner l'Université quand des branches scientifiques importantes auront passé sur l'autre rive. Il a fallu au Dies academicus que ce soit la représentante des étudiants qui s'étonne que les sciences humaines veuillent, vassalement, d'abord accompagner la révolution génétique. Il y a accord, mais en coulisse, pour déclarer creux et logorrhique le projet Iris que *DP* avait partiellement publié. On admet que les sciences humaines se doivent d'accompagner et de critiquer l'évolution des sciences façonnant de nouveaux comportements sociaux, mais la génétique ou l'informatique ne sont pas les seules références de la société. Les doyens des Facultés des Lettres et de Droit se disent, dans *Uniscope*, un peu plus satisfaits, mais on ne sait pourquoi. L'Université nous doit donc un débat ouvert sur ses projets, ses priorités. Car on va assister à ce paradoxe: il est discuté savamment de l'obligation de soumettre au référendum financier obligatoire les 33 millions, jusqu'ici alloués à la chimie, à la physique et aux mathématiques et qui devront être réinjectés dans d'autres projets, mais personne ne sait clairement au profit de qui, de quoi se fera la réallocation. AG